

Pierre Laurent est Secrétaire national du Parti communiste français (PCF).

Propos recueillis par Louise Gaxie.

Que représente pour vous le mot révolution ?

À mon sens, le mot révolution représente deux choses en ce moment. D'abord, une époque. Nous vivons un temps de révolutions : dans le travail, dans la mondialisation, mais aussi la révolution numérique, la révolution démographique.

Ensuite, une nécessité : celle de révolutionner les rapports sociaux pour rendre à tous le pouvoir de décider ce que l'on peut faire de toutes ces révolutions pour servir un nouveau progrès humain et protéger la planète.

Cette révolution des rapports sociaux est en gestation dans les bouleversements en cours, mais elle ne se déduit pas de ces changements profonds. Une conscience politique de la nécessité de révolutionner les rapports sociaux est indispensable. Elle est à construire.

Quelle(s) expérience(s) révolutionnaire(s) vous paraît (paraissent) particulièrement riche(s) d'enseignements ?

Je reste profondément inspiré par la Révolution française qui est un moment d'accélération et de transformation fondamentale des rapports sociaux. Ce qui me frappe, c'est la longueur du processus. Il ne se réduit pas aux quelques années de la Révolution. Il se déploie du siècle des Lumières à l'avènement de la République, jusqu'à l'adoption de la loi sur la laïcité qui impose définitivement, dans les principes fondamentaux de la République, la devise française : Liberté, Égalité et Fraternité. La Révolution française nous dit une chose importante : la révolution est un processus historique de longue portée et pas seulement un moment d'accélération politique.

Mais il y a bien d'autres exemples à citer. 1848, la Commune, 1917, la longue marche en

Chine..., sont des révolutions qui tentent de faire triompher l'appropriation sociale des travailleurs dans le monde capitaliste. Ce sont évidemment des expériences fondamentales. Si elles ont permis des changements majeurs, force est de constater qu'elles n'ont pas fait aboutir ce processus. Elles doivent nous inspirer aujourd'hui, à condition d'être conscients que nous avons à réinventer, dans les conditions du XXI^e siècle, le processus nécessaire d'appropriation sociale des pouvoirs. À notre époque, il ne pourra se conduire qu'en intégrant pleinement, à toutes les échelles, le caractère fondamental de la démocratie et la dimension mondiale de ce combat.

Le concept de révolution est-il toujours actuel selon vous ?

Je crois qu'il y a une très grande actualité à l'idée de la révolution. Le XXI^e siècle est le siècle qui, le premier, va se confronter, à l'échelle de la planète tout entière, à la question du post-capitalisme. Le système capitaliste s'est mondialisé et a acquis, à la fin du XX^e siècle, une hégémonie politique provisoire après la disparition de l'Union soviétique. Mais l'on sent bien qu'il se montre de plus en plus incapable de répondre aux nombreux défis contemporains, qu'il s'agisse de la justice et de l'égalité dans la mondialisation, des enjeux écologiques, de la nécessité d'un usage collaboratif du numérique ou encore d'un travail où les salariés ne sont pas déqualifiés, mais de plus en plus formés grâce au progrès de l'éducation. Quels que soient ces défis, le système capitaliste mondialisé n'est plus capable de porter les promesses d'épanouissement et d'émancipation humaine qu'ils ont en eux. Le monde craque, il souffre. Il est entravé dans ses développements, par les logiques court-termistes de la rentabilité et par l'exacerbation de la concurrence alors qu'il faudrait développer la coopération et le partage. Ce système est profondément dépassé.

La révolution qui consistera à libérer la société de ces entraves est vraiment à l'ordre du jour du

XXI^e siècle. Cela ne veut pas dire qu'elle adviendra. Nous sommes probablement à une époque où, si ce bouleversement des rapports sociaux ne se produisait pas, nous pourrions au contraire aller vers un monde de plus en plus brutal, violent et inégalitaire, un monde où la domination des puissances multinationales risquerait de devenir extrêmement présente dans nos vies quotidiennes et dans le contrôle de nos libertés. Une révolution nouvelle des rapports sociaux est donc d'une actualité totale.

Comment pourrait-on révolutionner la société aujourd'hui ?

En poussant, dans la société, tous les mouvements d'émancipation qui sont déjà présents. Les évolutions du travail le poussent à devenir de plus en plus collaboratif si l'on veut bénéficier de manière intelligente de toutes les capacités productives nouvelles des travailleurs, de leur niveau de formation, de leur capacité d'intervention. Il faut donc promouvoir les usages collaboratifs et d'appropriation sociale du travail. Il faut faire reculer la confiscation grandissante de la création de richesses par des puissances économiques et politiques de plus en plus fortes. Ces puissances sont de plus en plus anachroniques. Elles conduisent à un monde aberrant : nous n'avons jamais eu autant de richesses pour résoudre les problèmes de l'humanité et, pourtant, les inégalités n'ont jamais été aussi vertigineuses. Nous devons faire reculer l'appropriation privée de plus en plus en spectaculairement confiscatoire des richesses créées par le travail au profit du plus grand nombre. C'est possible dans bien des domaines.

Nous vivons une époque où l'individualité s'affirme avec force. Elle peut prendre le chemin d'une mise en concurrence exacerbée des individus ou celle d'un potentiel très fort d'émancipation humaine, individuelle et collective. C'est très frappant pour moi avec la question des droits des femmes : la conquête d'une égalité pleine et entière des femmes et des hommes est probablement l'un des chemins les plus puissants de la révolution possible des rapports sociaux au XXI^e siècle.

Faire la révolution aujourd'hui, c'est donc prendre conscience des immenses possibilités de libération des individus, des populations et pousser en avant tous les potentiels émancipateurs dans la société, dans le travail, dans l'affirmation des femmes et des hommes, dans le recul des processus de confiscation des richesses, dans la démocratie. La révolution du XXI^e siècle s'annonce donc comme un processus de long terme qui se développera probablement de manière inégale et diverse à l'échelle de la planète, mais avec des dimensions internationalistes et mondiales de plus en plus fortes. En effet, quelle que soit la poussée révolutionnaire, émancipatrice ou démocratique, elle a besoin du soutien international pour tenir dans la durée. Sinon, les logiques de la mondialisation et la puissance de concentration du capital financier deviendraient des obstacles difficilement surmontables. Il y a également des sujets comme la question écologique, le féminisme ou encore la lutte contre le pouvoir des transnationales qui vont cristalliser une prise de conscience mondiale. C'est la conjugaison de tous ces mouvements et de notre capacité à leur donner du sens dans la durée qui fera ou non un processus révolutionnaire.

Quelle est la question non posée à laquelle vous auriez aimé répondre ?

Pourquoi l'idée de révolution reste-t-elle aussi forte en France ? Je crois que la France est un pays profondément marqué par cette idée, pas seulement à cause de la Révolution française. Sans en avoir suffisamment conscience, notre pays a poussé, à plusieurs moments de son histoire, des transformations de nature révolutionnaire. C'est le cas de la Sécurité sociale. Il s'agit d'un modèle d'appropriation sociale de la richesse créée par le travail profondément révolutionnaire. C'est pour cette raison que cette conception reste l'enjeu d'un affrontement capital/travail qui n'a, en vérité, jamais cessé depuis sa création. Il en va de même avec l'invention des congés payés par le Front populaire. L'idée d'un temps émancipé de l'aliénation

Pierre Laurent : « La France est un pays profondément marqué par
l'idée révolutionnaire »

du travail est une idée fondamentalement révolutionnaire.

Notre pays n'a donc cessé de travailler des idées révolutionnaires et les racines de cette tradition française sont profondes. Ce mot a d'ailleurs une connotation positive et ce n'est pas un hasard si Macron a appelé son livre *Révolution*. Sans vision ethnocentriste, je pense que les conditions existent pour que la France puisse jouer un rôle très important dans l'accélération des mouvements révolutionnaires du XXI^e siècle.